



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté préfectoral n° 2021- 1742 du 29 juin 2021 actualisant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 relatif à l'exploitation par la Société de Distribution de Chaleur de Bagnolet (SDCB) de la chaufferie située au 9/15 avenue des roses à Bagnolet

Le préfet de la Seine-Saint-Denis,

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre 1^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral initial du 7 août 1998 autorisant les installations de la chaufferie de la rue des Roses ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2013 actant le remplacement des brûleurs fioul par des brûleurs gaz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 autorisant le remplacement de la chaufferie et du stockage de charbon par une chaufferie et un stockage de biomasse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2019 portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2014 ;

Vu le porter à connaissance de modification du 12 août 2019, complété le 30 septembre 2019, proposant une réduction des VLE et des flux associés pour les nouvelles chaudières à gaz par rapport à celles prévues dans l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 et l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;

Vu le porter à connaissance de modification du 23 octobre 2020 relatif à la création de deux locaux pour le stockage des cendres humides ;

Bureau de l'environnement
1 esplanade Jean Moulin
93007 BOBIGNY cedex
Tél. : 01 41 60 60 60
Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr
www.seine-saint-denis.gouv.fr /  @Prefet93

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mars 2021 proposant l'actualisation des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014, avec passage au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), s'agissant d'une mise à jour nécessaire de la réglementation des installations suite à la modification de celles-ci, du fait de la diminution de la puissance thermique nominale des chaudières ;

Vu l'avis favorable du CODERST en sa séance plénière du 11 mai 2021 sur le projet d'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 ;

Considérant que l'actualisation des prescriptions porte essentiellement sur le classement, le descriptif des installations (chaudières gaz), la pression et la température de l'eau du réseau (passage d'un réseau d'eau surchauffé à un réseau d'eau chaude), la température maximale et la pression de l'eau du réseau, la sortie du domaine des équipements sous pression (ESP), l'ajustement des éléments de sécurité, l'ajustement du débit nominal des fumées, des valeurs limites d'émission (VLE) et des flux ;

Considérant le caractère non substantiel de la modification relative au remplacement des deux chaudières gaz en place par deux nouvelles chaudières gaz, acté par courrier préfectoral du 17 août 2019 ;

Considérant lors de la visite d'inspection du 10 juin 2020 que les nouvelles chaudières avaient été mises en place mais que des travaux étaient encore en cours et que dans ces conditions une actualisation de la réglementation des installations est nécessaire ;

Considérant qu'au regard de la diminution de la puissance thermique nominale des chaudières, les installations restent classées sous la rubrique 3110 et restent toujours classées sous la rubrique 3110 et relèvent toujours du statut IED mais ne sont plus soumises aux NEA-MTD.

Considérant qu'au regard des éléments transmis dans le porter à connaissance de modification du 23 octobre 2020 relatif à la création de deux locaux pour le stockage des cendres humides, la modification est jugée non substantielle ;

Considérant que le projet d'actualisation a été transmis le 15 avril 2020 à l'exploitant et que celui-ci a transmis ses remarques le 4 septembre 2020 ;

Considérant que l'exploitant a reçu pour information copie du rapport de l'inspection des installations classées par courrier du 19 mars 2021, avec le projet d'actualisation des prescriptions joint et la possibilité de présenter ses observations conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant la lettre préfectorale du 20 mai 2021 informant l'exploitant de l'avis favorable du CODERST et d'un délai contradictoire de 15 jours ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis :

Arrête

Article 1 :

Les articles 1.2.1, 1.2.4, 1.8.1, 3.3.2, 3.3.3, 3.3.4, 3.3.5, 7.1.5 et 7.2.9 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 sont remplacés par les articles suivants :

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3110		A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50MW	-2 chaudières gaz naturel 2×23,655MW -2 chaudières biomasse «bois» 2×11,75MW -1 groupe électrogène d'une puissance thermique de 220kW Puissance Totale maximale = 71,03MW	Puissance thermique	>50	MW	71,03	MW
1532	3	D	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000m³ mais inférieur ou égal à 20000m³	Stockage aérien couvert de biomasse (bois de plaquettes et broyats de palettes) Le volume de stockage est de 3600m³	Volume	<20000	m³	3600	m³
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris); fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	1 cuve de FOD (cat C) de 500L (nourrice pour le groupe électrogène)	Capacité	>50	t		
		NC		1 chaudière électrique de 10MW					

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Au titre de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique 3110 constitue la rubrique principale pour l'application des dispositions prévues à la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relative aux installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (Directive IED).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale de l'installation sont celles correspondant au document de référence (BREF : Best Available Technique Reference Document) relatif aux grandes installations de combustion dénommé BREF LCP.

Article 1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé sur un terrain d'une surface totale d'environ 6 045 m² de la façon suivante :

- une aire de dépotage
- un local de stockage de biomasse
- une chaufferie biomasse (avec deux chaudières de marque VYNCKE)
- une chaufferie gaz (avec deux chaudières de marque SCHUSTER équipées de brûleur gaz CUENOD bas-NOx et alimentées par le réseau public de distribution de gaz)
- une installation de récupération de cendres
- des locaux administratifs.

L'exploitant effectue des activités de production d'eau chaude distribuée via le réseau de chaleur à une température maximale de 110 °C et une pression statique inférieure à 8 bars.

Le site peut fonctionner 24 h/24, 7 j/7 avec un système continu d'astreinte et de report d'alarmes vers une société de télésurveillance.

Article 1.8.1 Arrêtés, circulaires et instructions applicables

Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice de la réglementation applicable, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui le concernent :

Date	Textes
03/08/18	Arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50MW soumise autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.
29/07/14	Arrêté du 29/07/14 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion.
07/05/12	Décision d'exécution n°2012/249/UE du 07/05/12 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.

Article 3.3.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité maximale	Combustible
Conduit gaz 1	Chaudière n°2	23,655MW thermique	gaz
Conduit gaz 2	Chaudière n°3	23,655MW thermique	gaz
Conduit biomasse 1	Chaudière n°9	11,75MW thermique	biomasse
Conduit biomasse 2	Chaudière n°10	11,75MW thermique	biomasse

Article 3.3.3 Conditions générales de rejet

Cheminée	Hauteur en m	Diamètre en m	Conduit	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s En marche continue maximale
Cheminée 1 (gaz)	51,1	1,15	Conduit gaz 1	39850	8
			Conduit gaz 2		
Cheminée 2 (biomasse)	51,1	2,1	Conduit biomasse 1	20500	8
			Conduit biomasse 2		

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux des chaudières biomasse est mesuré en continu.

Article 3.3.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

<i>Concentrations instantanées en mg/Nm³</i>	<i>Conduits n°1 et 2 (gaz)</i>	<i>Conduits n°1 et 2 (biomasse)</i>
<i>Concentration en O₂ de référence</i>	<i>3%</i>	<i>6%</i>
<i>Poussières</i>	<i>5</i>	<i>15</i>
<i>SO₂</i>	<i>15</i>	<i>200</i>
<i>NO_x en équivalent NO₂</i>	<i>90</i>	<i>250</i>
<i>CO</i>	<i>60</i>	<i>200</i>
<i>HAP</i>	<i>0,01</i>	<i>0,01</i>
<i>COVNM (en carbone total)</i>	<i>10</i>	<i>50</i>
<i>NH₃</i>	<i>-</i>	<i>15</i>
<i>HCl</i>	<i>-</i>	<i>10</i>
<i>HF</i>	<i>-</i>	<i>5</i>
<i>Dioxines et furanes</i>	<i>-</i>	<i>0,1.10⁻⁶ I-TEQ</i>
<i>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés</i>	<i>-</i>	<i>0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)</i>
<i>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés</i>	<i>-</i>	<i>1 pour la somme exprimée (As+Se+Te)</i>
<i>Plomb (Pb) et ses composés</i>	<i>-</i>	<i>1 exprimé en Pb</i>
<i>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés</i>	<i>-</i>	<i>5 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)</i>

Ces VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les critères définissant les périodes de démarrage et d'arrêt des chaudières biomasse, conformément à la Décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, sont les suivants :

- la période de démarrage de la chaudière est achevée lorsque le minimum technique de 30 % de charge est atteint et que la chaudière fonctionne en automatique ;
- la période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 30 %.

Lors des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, les critères suivants doivent être respectés :

- présence de mesures garantissant que les périodes de démarrage et d'arrêt sont d'aussi courte durée que possible
- présence de mesures garantissant que tous les équipements antipollution sont mis en œuvre dès que cela est techniquement possible.

Article 3.3.5 Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux annuel global (kg/an):	Conduits gaz (n°1 et 2) et biomasse (n°1 et 2)
Poussières	600
SO ₂	8000
NO _x en équivalent NO ₂	56160
CO	30450

Flux mensuel (kg/mois):	Conduits n°1 et 2 (gaz)	Conduits n°1 et 2 (biomasse)
Concentration en O ₂ de référence	3%	6%
SO ₂	310	740
NO _x en équivalent NO ₂	925	4425
CO	617	2950
HAP	0,1	0,15
COVNM (en carbone total)	103	150
NH ₃	-	295
HCl	-	30
HF	-	15
Dioxines et furanes	-	1,40.10 ⁻⁷ I-TEQ
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	0,045 pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	0,075 pour la somme exprimée (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	-	2,40 exprimé en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	5,90 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)

Les valeurs fixées ci-dessus sont des objectifs à atteindre, elles pourront être revues par la suite lorsque l'installation sera en fonctionnement et que l'exploitant disposera d'un retour d'expérience sur ses émissions.

Article 7.1.5 Contrôle des accès

Le site, entièrement clôturé sur une hauteur de 2 mètres minimum, dispose de 3 accès :

- un accès principal au nord-ouest du site, au croisement de l'avenue des Roses et de la rue du Général Leclerc.
- un accès secondaire, à l'extrémité sud de l'avenue des Roses
- un troisième accès situé au nord-est du site, pour faciliter l'accès aux installations de traitement des fumées et l'accès des secours en partie arrière des bâtiments.

Le pourtour de l'installation est équipé de caméras vidéo avec enregistrement.

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir d'accès libre aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le site est exploité par un système automatique. En l'absence de présence humaine permanente, un report des alarmes (notamment alarme incendie, détection gaz et défaut des fonctions de sécurité) est effectué vers une société de télésurveillance qui dispose de la liste du personnel d'astreinte.

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 7.2.9 Mesures de sécurité dans la chaufferie gaz

Les dispositifs de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Dispositions constructives

La façade « est » est munie de surfaces éventables dimensionnées selon les normes en vigueur pour limiter la surpression maximale à 50 mbar en cas d'explosion, et d'une ventilation naturelle en partie haute et basse.

L'ensemble des parois de la chaufferie est coupe-feu deux heures (REI 120), à l'exclusion du plafond, de la surface éventable, de la ventilation naturelle haute et basse et de l'accès piéton de la façade « est » (côté bois). Les portes de communication entre la chaufferie gaz et les bureaux sont coupe-feu une demi-heure avec sas.

Les locaux administratifs et sociaux seront isolés de la chaufferie gaz par un mur séparatif REI 120. Ces locaux accueillent la salle de contrôle des chaudières gaz.

Réseau gaz et alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

L'alimentation en combustible gaz se fait à partir du poste de livraison situé avenue du général Leclerc par une canalisation DN 200 sous pression de 3,5 bars. En extérieur, la canalisation est entièrement enterrée à l'exception de la sortie du poste de livraison et du tronçon de raccordement situé au pied du mur de la chaufferie. La partie aérienne de la conduite est protégée contre tout risque d'agression mécanique. À l'intérieur de la chaufferie le linéaire de la canalisation et les dispositifs de raccordement sont aussi réduits que possible et la canalisation est réalisée en acier DN 200 simple enveloppe.

Le débit de gaz fourni est de 7 000 m³/h, à une pression d'environ 3,5 bar en DN 200. La détente du gaz se fait directement en façade des chaudières gaz pour pénétrer en chaudière sous une pression maximale d'environ 1 bar. Un poste de comptage est installé sur le réseau de gaz.

La canalisation est surveillée régulièrement par l'équipe d'exploitation. Elle subit une maintenance préventive visant une recherche de fuite de gaz au droit de la partie enterrée à l'aide notamment d'un détecteur.

Des robinets télécommandés redondants sont placés en sortie du poste GRDF. Le comptage est doublé, à la fois au niveau du poste GRDF et sur les chaudières gaz.

La canalisation DN 200 est munie de deux vannes automatiques de sécurité « gaz » en série avec un temps de réponse inférieure à 1 s et un temps de fermeture de l'ordre de 0,5 s. Ces vannes seront asservies de manière indépendante à :

- la double détection gaz dans la chaufferie
- un pressostat (pression « basse » de gaz en aval),
- un pressostat (détection de présence de gaz) de la canalisation DN200 d'alimentation en gaz de la chaufferie,
- la centrale incendie de la chaufferie gaz et biomasse,
- l'arrêt d'urgence actionné.

En cas de coupure d'électricité ces vannes se ferment.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

À l'extérieur du bâtiment en aval du poste GRDF et en amont des vannes de sectionnement automatique de sécurité « gaz » est située une vanne manuelle indépendante de tout équipement de régulation de débit et permettant la coupure d'alimentation du gaz. Ce dispositif manuel est clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, avec un repérage des positions ouvertes et fermées.

Équipements de sécurité des chaudières gaz

Les éléments de sécurité comprennent a minima les éléments ci-dessous ou tout élément équivalent :

À l'extérieur de la chaufferie :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;

- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Sur la chaudière :

- 2 soupapes de sécurité sur le circuit de fluide caloporteur
- 1 pressostat, haute et basse pression, actionnant l'arrêt du brûleur en cas de variations de pression trop importante
- 1 aquastat contrôlant et limitant la température de l'eau réglée à 110 °C actionnant l'arrêt des brûleurs en cas de dépassement de la température

Au niveau des brûleurs :

- détecteurs de flamme par cellule photoélectrique couplés à l'arrêt de l'alimentation en gaz.
- 2 vannes automatiques « électrovannes » asservies au déclenchement des détecteurs gaz et en cas de coupure électrique du site.

Le défaut d'alimentation en eau déclenche l'arrêt des brûleurs. Avant chaque allumage des brûleurs, il est réalisé, de manière automatique, un balayage d'air de la chambre de combustion. L'air est évacué directement vers l'extérieur. De la même manière en cas de mise en sécurité des brûleurs ou des chaudières, le gaz résiduel est automatiquement évacué vers l'extérieur.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par le personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

Surveillance et détection incendie/gaz

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences des articles 7.2.2 et 7.2.3 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Des détecteurs incendie sont situés dans la chaufferie gaz, le local électrique, les zones communes et les bureaux. Le dispositif comprend au minimum :

- quatre flash
- vingt-trois détecteurs optiques de fumées

- deux détecteurs optiques de flammes
- huit déclencheurs manuels
- dix diffuseurs sonores (sirènes 90 dB)
- un détecteur thermique

La chaufferie est équipée de deux réseaux de détection automatique gaz conformes aux référentiels en vigueur. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques. Le dimensionnement du dispositif de détection permet de garantir la détection de l'ensemble des fuites susceptibles de générer un risque. Au minimum il sera implanté dix détecteurs de gaz (dont six redondants) : deux détecteurs redondants à l'aplomb des brûleurs, deux détecteurs redondants côté est de la chaufferie, deux détecteurs redondants au niveau de la rampe gaz et autre détecteurs en partie haute sous la toiture, au droit de la tuyauterie.

La détection de gaz déclenche les actions suivantes :

- Seuil 1 (dépassement de 10 % de la LIE) : alarme
- Seuil 2 (dépassement de 15 % de la LIE) : coupure de l'alimentation électrique de la chaudière, fermeture des électrovannes de la chaudière, déclenchement de l'alarme de zone
- Seuil 3 (dépassement de 30 % de la LIE) : arrêt de tous les équipements électriques du local (sauf équipements antidéflagrants), fermeture des vannes de sécurité « gaz ».

L'ensemble composé de la centrale de détection de présence « gaz », de ses capteurs et du pilotage des électrovannes automatiques de coupure est redondant.

Article 2 :

Les prescriptions actualisées devront être satisfaites dès notification du présent arrêté.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions réglementaires du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant concerné, SDCB « Sud », à l'attention de M. Puthod, 9-15 avenue des Roses -93170 Bagnolet, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de Bagnolet pour affichage pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Article 6 :

L'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation classée par l'exploitant.

Article 7 :

La présente décision sera soumise à un contentieux de pleine juridiction. Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93 100 Montreuil, dans le délai de deux mois qui suivent la notification du présent arrêté :

- Soit au moyen de l'application TELERECOURS à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr>.
- Soit en y déposant directement un recours ;

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, peuvent adresser leur requête selon les mêmes modalités, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique le ministre de la Transition écologique et solidaire. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 8 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de Bagnolet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Claire CHAUFFOUR-ROUILLE